



Numéro PPQ/6925

lundi 15 septembre 2014

Les grands titres:

- Centrafrique : le chef de l'ONU salue le début de l'action militaire et policière de la MINUSCA
- Libye : l'envoyé de l'ONU déterminé à promouvoir le dialogue pour régler la crise
- Mali : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre des Casques bleus
- Iraq : à Paris, l'ONU appelle les Etats à coopérer pour appliquer les sanctions
- Le HCR demande à l'Europe d'agir pour éviter que davantage de migrants ne meurent en Méditerranée
- Les programmes nucléaires nord-coréen et iranien restent préoccupants, selon l'AIEA
- Le Conseil de sécurité condamne le meurtre d'un travailleur humanitaire britannique par l'EIIL
- Afghanistan : l'ONU se félicite de la fin de l'audit du second tour du scrutin présidentiel
- Journée de la démocratie : Ban affirme le rôle essentiel des jeunes pour promouvoir les libertés
- Libéria : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUL jusqu'à fin décembre

Centrafrique : le chef de l'ONU salue le début de l'action militaire et policière de la MINUSCA



15 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité du transfert d'autorité qui a eu lieu entre la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

« Ce transfert d'autorité représente la réussite complète du mandat de la MISCA et le commencement de l'action militaire et policière de la MINUSCA en République centrafricaine », a souligné le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la

presse.

Une cérémonie a eu lieu lundi dans la capitale Bangui pour marquer ce transfert d'autorité. Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a assisté à cette cérémonie.

Le Secrétaire général Ban Ki-moon a exprimé « sa profonde gratitude à la MISCA, qui a sauvé et protégé de nombreuses vies aux côtés de la Force française Sangaris et de la Force de l'Union européenne en République centrafricaine. » Il s'est dit « reconnaissant de la collaboration exemplaire entre les Nations Unies et l'Union africaine qui a facilité le transfert d'autorité, y compris le redéploiement d'un maximum de contingents de la MISCA, conformément aux standards des Nations Unies. »

Ba Ki-moon a salué l'étroite collaboration entre les Nations Unies et l'Union africaine. Il s'est aussi félicité du rôle clé de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale en tant que médiateur international et de la contribution des autres partenaires de la région qui accompagneront la transition en République centrafricaine.

A ce jour, la MINUSCA compte 6.500 militaires, 1.000 policiers et une composante civile supplémentaire qui sont en train de se déployer progressivement dans le pays. La Mission compte mettre la priorité sur la protection des civils, le processus politique et le rétablissement de l'autorité de l'Etat.

« Le Secrétaire général tient à réaffirmer sa préoccupation face aux attaques contre la population civile, qui continuent, particulièrement hors de Bangui, et appelle une nouvelle fois toutes les parties à cesser immédiatement les violences conformément à l'Accord de cessation des hostilités. Il exhorte les principaux acteurs concernés à maintenir leur engagement en faveur d'un processus politique inclusif afin d'assurer le succès complet de la transition du pays », a dit son porte-parole.

Les membres du Conseil de sécurité ont également salué le transfert d'autorité entre la MISCA et la MINUSCA.

Dans une déclaration à la presse, le Conseil a déclaré qu'il restait « très préoccupé par la poursuite des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire en République centrafricaine. »

Les membres du Conseil ont appelé les autorités de transition à prendre des mesures concrètes en faveur d'un processus de réconciliation nationale et de dialogue politique inclusif garantissant la participation pleine et effective des femmes. Ils les ont également appelé à lutter contre l'impunité et à développer une stratégie pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants.

Le Conseil a une nouvelle fois appelé les autorités de transition à accélérer les préparatifs pour l'organisation d'élections présidentielle et législatives inclusives, libres, justes et transparentes qui sont prévues pour février 2015.

Libye : l'envoyé de l'ONU déterminé à promouvoir le dialogue pour régler la crise



15 septembre - Le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Bernardino Leon, a souligné lundi devant le Conseil de sécurité qu'il était déterminé à promouvoir une solution pacifique à la crise actuelle que traverse le pays malgré les profondes divisions entre les Libyens.

« Il y a trois ans, le Conseil a créé la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Malgré le sentiment initial d'optimisme qui a accompagné la mise en place de la Mission, nous nous trouvons aujourd'hui à un moment critique dans la transition démocratique de la Libye : un processus politique défaillant qui a amené le pays au bord de la guerre civile », a dit M. Leon dans un exposé devant les membres du Conseil.

Le Représentant spécial a effectué le 8 septembre sa première visite officielle en Libye, au cours de laquelle il s'est rendu à Tobrouk, al-Baida, Tripoli, Misrata et Zintan.

« Trois ans après la chute de l'ancien régime, le peuple libyen est loin de réaliser son aspiration à un avenir meilleur et à un État qui garantisse sa sécurité. Par conséquent, de nombreux Libyens sont profondément déçus de la transition démocratique de leur pays », a dit M. Leon.

Le Représentant spécial a affirmé que l'ONU restait fidèle à sa mission en Libye et continuerait d'expliquer à tous les Libyens la nécessité de surmonter rapidement leurs différends grâce au dialogue. « Je crois que c'est la seule façon d'épargner au pays davantage de chaos et de violence, et d'empêcher qu'il n'attire les groupes extrémistes et terroristes », a-t-il ajouté.

« Je n'ai pas d'illusions sur les difficultés et les défis à venir. Les divisions politiques sont profondes, le sentiment de méfiance est énorme, et compte tenu de la prolifération des armes hors du contrôle effectif des autorités, la situation sécuritaire reste extrêmement fragile. Je reste néanmoins un fervent partisan du désir du peuple libyen de protéger l'unité nationale et le tissu social de leur pays », a encore dit M. Leon.

Selon lui, « il ne faut pas rater la petite fenêtre d'opportunité qui est devant nous pour trouver une solution pacifique à la crise actuelle ». M. Leon a déclaré qu'il prévoyait d'effectuer d'autres visites en Libye.

Mali : l'ONU condamne une attaque meurtrière contre des Casques bleus



15 septembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont vivement condamné dimanche une attaque à l'engin explosif contre un véhicule militaire de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) dans le nord du Mali.

L'attaque, qui a eu lieu dans les environs d'Aguelhok, dans la région de Kidal, a causé la mort d'un Casque bleu tchadien et a blessé quatre autres Casques bleus.

« Le Secrétaire général condamne cette attaque avec la plus grande fermeté. Ce dernier incident fait suite à une autre attaque dans la région de Kidal le 2 septembre au cours de laquelle quatre Casques bleus tchadiens de la MINUSMA ont été tués et 14 autres blessés », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse.

« Ces attaques n'affecteront pas la détermination des Nations Unies à soutenir le peuple malien dans sa recherche de la paix. Le Secrétaire général exprime ses sincères condoléances à la famille du Casque bleu décédé ainsi qu'au gouvernement et peuple tchadiens, et souhaite une convalescence complète et rapide à tous les blessés », a-t-il ajouté.

Le Conseil de sécurité a également condamné cette attaque et a présenté ses plus sincères condoléances à la famille du Casque bleu tué, ainsi qu'au gouvernement et au peuple du Tchad, et à la MINUSMA.

Dans un communiqué de presse, les membres du Conseil ont réitéré leur plein soutien à la MINUSMA et aux forces françaises qui l'appuient. Ils ont appelé le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur cette attaque et à traduire les auteurs de cette attaque en justice.

Iraq : à Paris, l'ONU appelle les Etats à coopérer pour appliquer les sanctions



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Nickolay Mladenov.
Photo: MANUI

15 septembre - A l'occasion de la Conférence internationale sur la paix et la sécurité en Iraq qui s'est déroulée lundi à Paris, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Nickolay Mladenov, a appelé les Etats membres à coopérer pour appliquer les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité contre les groupes extrémistes.

S'exprimant au nom du Secrétaire général, M. Mladenov a appelé ces Etats à agir pour supprimer le flot de combattants étrangers, le financement et les autres soutiens apportés aux groupes extrémistes islamistes opérant en Iraq et en Syrie.

M. Mladenov a aussi insisté sur le fait que le consensus international croissant sur la lutte contre les groupes extrémistes islamistes devait être gouverné par le droit international sur la protection des civils.

De son côté, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a achevé ce weekend une visite de trois jours en Iraq.

A l'issue de sa visite, Mme Amos a affirmé qu'un « soutien supplémentaire était nécessaire avant les longs mois d'hiver pour les personnes déplacées par les combats et pour les communautés qui les aident. »

Au cours de sa visite, Mme Amos a rencontré des personnes déplacées dans le gouvernorat de Dohuk, dans la région du Kurdistan iraquien. Elle leur a dit que la communauté humanitaire ferait tout son possible pour aider les communautés dans le besoin.

Jusqu'à maintenant, 20 millions de personnes à travers l'Iraq ont été affectées par les violences actuelles, dont 1,8 million ont été déplacées. Plus de 850.000 d'entre elles se trouvent dans la région du Kurdistan.

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a prévenu que le nombre de déplacés pourrait augmenter dans les prochains mois alors que les combats continuent dans le nord et l'est de l'Iraq.

Le HCR demande à l'Europe d'agir pour éviter que davantage de migrants ne meurent en Méditerranée



15 septembre - Le chef de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), António Guterres, et l'envoyée spéciale de cette agence, Angelina Jolie, ont exhorté lundi les pays européens à redoubler d'efforts pour aider les migrants qui tentent de franchir la mer Méditerranée au péril de leur vie.

« Nous avons besoin de réaliser l'ampleur de cette crise », a indiqué Mme Jolie lors d'une visite de la base des services de secours en mer à Malte. « Il y a un lien direct entre les conflits en Syrie et ailleurs et l'augmentation du nombre de morts en Méditerranée. Nous devons comprendre ce qui pousse les gens à mettre la vie de leurs enfants en danger sur des navires bondés, à savoir le besoin de trouver un refuge ».

Lors de la visite de la base maltaise, le Haut-Commissaire Guterres et Mme Jolie ont rencontré trois survivants d'un bateau naufragé, qui ont été secourus par un navire commercial et emmenés à Malte par les autorités de ce pays.

Encore ce weekend, des migrants sont morts noyés lors de naufrages de bateaux au large de l'Égypte et de la Libye. Au moins 2.500 personnes seraient mortes en tentant de franchir la mer pour atteindre l'Europe cette année, dont 2.200 depuis le début du mois de juin.

Dans la capitale maltaise La Valette, Mme Jolie a rencontré des familles de réfugiés syriens qui ont survécu au naufrage d'un bateau, dont un couple originaire de Damas qui a perdu trois enfants lors de la traversée et un docteur d'Alep qui a perdu son épouse et sa fille de trois ans.

« À moins que nous arrivions à résoudre les problèmes qui sont à l'origine de ces conflits, le nombre de réfugiés qui meurent ou qui se retrouvent sans protection continuera d'augmenter », a souligné l'envoyée spéciale.

Près de 130.000 personnes sont arrivées en Europe par la mer cette année, ce qui est plus du double comparé à 2013. L'Italie a reçu à elle seule 118.000 personnes, dont la majorité a été secourue en mer.

« Nous n'avons pas le choix. Il faut agir », a souligné M. Guterres en expliquant que l'Europe doit fournir un effort collectif et offrir des solutions pour assurer la protection des demandeurs d'asile tout en maintenant une capacité solide de secours en mer.

« Si l'Europe échoue, davantage de personnes mourront en tentant de l'atteindre », a-t-il prévenu.

Les programmes nucléaires nord-coréen et iranien restent préoccupants, selon l'AIEA



15 septembre - A l'ouverture lundi du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne en Autriche, le Directeur général de cette agence, Yukiya Amano, a souligné que les programmes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et l'Iran restaient des sujets de grave préoccupation.

« Cela fait cinq ans que les autorités nord-coréennes ont demandé aux inspecteurs de l'AIEA de quitter le pays, dont le programme nucléaire reste une préoccupation majeure », a déclaré M. Amano, en ajoutant que les déclarations de la RPDC qui invoquent le « droit » de procéder à de nouveaux essais nucléaires, ainsi que son intention de relancer ses installations nucléaires à Yongbyon, sont « profondément regrettables ».

« Ces mesures constituent des violations manifestes des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU », a

souligné le Directeur général de l'AIEA en appelant les autorités de la RPDC à se conformer pleinement à leurs obligations.

Le Directeur général a expliqué que l'agence continuait de vérifier le non-détournement de matières nucléaires déclarées par l'Iran en vertu de son accord de garanties. Cependant, l'AIEA n'est pas en mesure de fournir des assurances crédibles quant à l'absence de matériaux et d'activités nucléaires non déclarées en Iran, et elle ne peut donc pas conclure que tous les matériaux nucléaires en Iran sont utilisés à des activités pacifiques.

M. Amano a indiqué qu'il avait rencontré le Président iranien, Hassan Rouhani, à Téhéran en août pour faire avancer le dialogue de haut niveau entre l'AIEA et l'Iran. « J'ai souligné l'importance de la mise en œuvre rapide du cadre de coopération entre l'AIEA et l'Iran », a déclaré M. Amano.

Selon le chef de l'AIEA, l'Iran a mis en œuvre trois des cinq mesures pratiques convenues avec l'Agence dans le cadre de la troisième étape du Cadre de coopération et entamé des discussions avec l'Agence sur les deux mesures pratiques restantes.

Le Conseil de sécurité condamne le meurtre d'un travailleur humanitaire britannique par l'EIIL



15 septembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a fermement condamné le meurtre « odieux et lâche » d'un travailleur humanitaire britannique, David Haines, par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL).

Dans une déclaration à la presse publiée dimanche, les membres du Conseil estiment que ce meurtre « est un rappel tragique des dangers croissants qui pèsent chaque jour sur le personnel humanitaire en Syrie. » « Il montre aussi à nouveau la brutalité de l'EIIL, qui est responsable de milliers d'abus contre les populations syrienne et iraquienne », ajoute le

communiqué.

Les membres du Conseil ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances à la famille de la victime, au gouvernement du Royaume-Uni, ainsi qu'aux familles de toutes les victimes de l'EIIL.

« Les membres du Conseil de sécurité ont une nouvelle fois souligné que l'EIIL doit être vaincu et que l'intolérance, la violence et la haine qu'il exprime doivent être écrasées », ajoute la déclaration à la presse.

Ils ont répété que ces actes barbares ne les intimident pas mais au contraire renforcent leur détermination à développer des efforts communs pour lutter contre l'EIIL, le Front Al-Nosra et les autres groupes associés à Al-Qaïda.

Les membres du Conseil ont réclamé la libération immédiate et sans conditions de tous les otages détenus par l'EIIL, le Front Al-Nosra et d'autres groupes associés à Al-Qaïda.

Afghanistan : l'ONU se félicite de la fin de l'audit du second tour du scrutin présidentiel



15 septembre - La Mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a salué dimanche la finalisation de la vérification des résultats du second tour de l'élection présidentielle du 14 juin, suite à la session finale de la Commission électorale indépendante (CEI) de ce pays.

Selon leur mandat et leurs responsabilités respectifs, les institutions électorales afghanes compétentes vont maintenant examiner les plaintes déposées concernant les résultats de l'audit avant de certifier et annoncer le résultat final.

« La décision d'aujourd'hui marque la fin du rôle de supervision de l'audit que l'ONU a assumé suite à la requête des deux candidats », a expliqué le Conseiller en chef de l'ONU auprès de la CEI, Richard Chambers, dans un communiqué de presse. « Ce rôle de l'ONU prend désormais fin ».

La Mission onusienne a exprimé sa gratitude à la CEI pour ses efforts et pour la bonne coopération. La MANUA a également salué les organisations afghanes et internationales qui ont fourni des observateurs pour surveiller les élections et qui ont contribué à renforcer la transparence.

Journée de la démocratie : Ban affirme le rôle essentiel des jeunes pour promouvoir les libertés



Une jeune Tchadienne dans un centre de jeunesse à Moundou, au Tchad. Photo UNICEF/P. Estve

15 septembre - À l'occasion de la Journée internationale de la démocratie, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon a souligné lundi que le monde semblait plus agité que jamais et que dans de nombreuses régions, les valeurs de l'ONU, y compris certains droits et libertés fondamentaux consacrés par la Charte, étaient mis à rude épreuve.

« Les récentes explosions de violence viennent une fois de plus confirmer ce que nous savions déjà : lorsque les sociétés font des exclus et que les gouvernements ne réagissent pas et ne rendent pas compte de leurs actes, il est impossible d'instaurer durablement la paix, l'égalité et la prospérité partagée », a affirmé M. Ban dans son message pour cette Journée.

« Nous devons redoubler d'efforts pour donner plus de moyens aux milliards de personnes défavorisées, marginalisées, sans emploi, sans espoir et, naturellement, sans illusion. Nous devons faire en sorte qu'elles soient entendues et qu'elles puissent s'investir activement dans leur avenir », a-t-il ajouté.

Dans son message, le chef de l'ONU s'est adressé en particulier à ceux qui occuperont le devant de la scène dans le monde après 2015 et qui, par définition, sont à un moment charnière de leur vie.

« Aujourd'hui, une personne sur cinq a entre 15 et 24 ans. Jamais la transition de l'enfance à la vie adulte n'a été aussi difficile mais, en même temps, aussi pleine de promesses. La capacité d'établir des réseaux est à votre portée, ce qui était inconcevable lorsque l'Organisation a été créée, il y a près de 70 ans. Vous pouvez désormais vous rassembler autour des questions qui importent : l'injustice, la discrimination, les atteintes aux droits de l'homme, l'apologie de la haine, ou encore la nécessité d'être solidaire », a souligné M. Ban.

Le Secrétaire général a rappelé que les jeunes dans le monde n'ont jamais été aussi nombreux, et ils sont appelés à faire face à des défis considérables. Pour cela, ils doivent réfléchir aux moyens de les relever, prendre leur destin en main et réaliser leurs rêves afin de bâtir un avenir meilleur pour tous.

Les jeunes doivent « contribuer à ériger des sociétés plus solides et plus démocratiques; collaborer et user de leur créativité pour devenir les architectes d'un avenir sans laissés pour compte et offrir à l'humanité de meilleurs lendemains », a affirmé M. Ban.

« En cette Journée internationale de la démocratie, j'engage tous les jeunes, où qu'ils soient, à jouer un rôle de premier plan pour promouvoir la démocratie inclusive, partout dans le monde », a-t-il ajouté.

Libéria : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUL jusqu'à fin décembre



15 septembre - Dans une résolution adoptée lundi, le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) jusqu'au 31 décembre 2014 en considérant que la situation qui règne dans ce pays continue de menacer la paix et la stabilité dans la région.

Les membres du Conseil de sécurité ont en particulier exprimé leur préoccupation concernant l'épidémie d'Ébola qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans ce pays, ainsi qu'en Guinée et au Sierra Leone. À cet égard, ils ont salué le lancement d'un plan opérationnel

libérien en faveur d'une lutte accélérée contre cette maladie et ont pris note de l'action des forces de sécurité nationales, notamment dans les domaines de la sensibilisation et de la prévention.

Le Conseil a également salué le renforcement de la coopération régionale pour faire face à cette menace, avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Union africaine pour stopper la propagation du virus Ébola.

« Le Conseil de sécurité exhorte la communauté internationale à répondre rapidement à la pénurie de personnel médical qualifié et de matériel approprié », déclare la résolution.

Les membres du Conseil ont salué la nomination par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, de David Nabarro comme Coordinateur principal de l'ONU pour le virus Ébola et d'Anthony Banbury comme Coordonnateur adjoint pour aider les gouvernements à faire face à cette épidémie en Afrique de l'Ouest.